

# Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin  
**le 31 décembre 2011**



## *Idées. Innovation. Impact.*

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), qui est un élément clé de l'aide internationale du Canada depuis 1970, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement. Il veille aussi à promouvoir la diffusion des connaissances ainsi acquises auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions locales, novatrices et durables, qui offrent des choix aux personnes qui en ont le plus besoin et font changer les choses.

# Table des matières

## ANALYSE DE LA DIRECTION

- 1 Introduction
- 1 Résultats
- 2 Vue d'ensemble consolidée
- 7 Évolution de la situation du Centre
- 7 Gestion du risque
- 8 Perspectives

## ÉTATS FINANCIERS

- 9 Déclaration de responsabilité de la direction
- 10 État de la situation financière
- 11 État du résultat global
- 12 État des variations des capitaux propres
- 13 État des flux de trésorerie
- 14 Notes afférentes aux états financiers



# Analyse de la direction

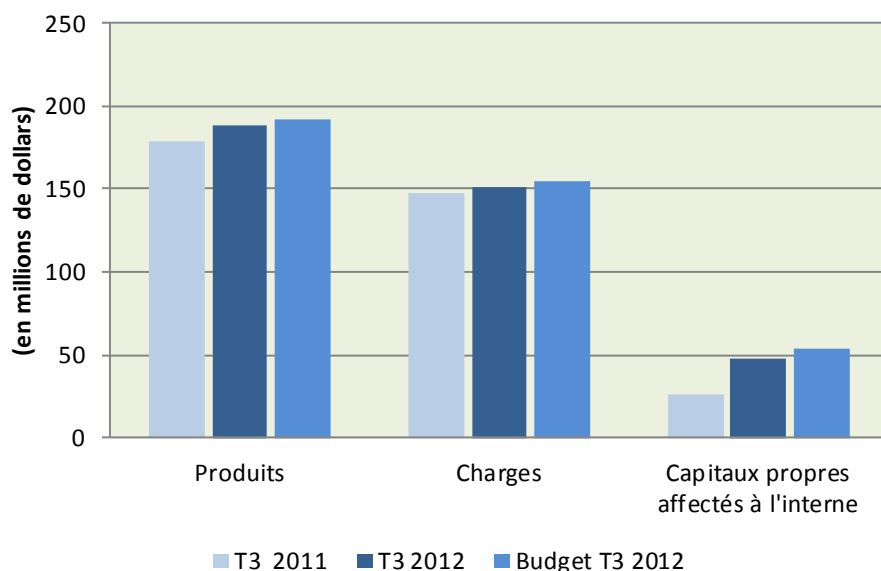
## Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011-2012 et de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et il a utilisé pour ce faire la norme publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor. Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec le *Rapport annuel 2010-2011* vérifié, les états financiers non vérifiés du premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2011 et les états financiers non vérifiés du troisième trimestre (à la page 9).

## Résultats

### Aperçu de la situation financière

pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011



Le Centre se sert des capitaux propres affectés à l'interne pour mettre de côté les sommes destinées au Fonds d'innovation pour le développement et à l'initiative Centres africains de recherche sur l'adaptation.

## Vue d'ensemble consolidée

### Produits

**TABLEAU 1. PRODUITS**

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2011-2012	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé	Réalisations 2011	Réalisations 2010		Budget révisé	Réalisations 2011	Réalisations 2010	
<b>Total des produits</b>	<b>262 978</b>	<b>66 520</b>	<b>67 455</b>	<b>66 643</b>	<b>1,2%</b>	<b>191 909</b>	<b>188 400</b>	<b>179 331</b>	<b>5,1%</b>
Crédits parlementaires	211 976	54 451	54 511	55 332	-1,5%	158 933	159 192	145 724	9,2%
Contributions de bailleurs de fonds									
Financement de la programmation en recherche pour le développement	45 014	10 590	11 376	9 907	14,8%	29 214	25 400	29 450	-13,8%
Recouvrement des coûts d'administration	4 366	1 024	1 154	1 012	14,0%	2 831	2 631	2 948	-10,8%
Produits financiers	902	226	345	150	130,0%	525	879	352	149,7%
Autres produits	720	229	69	242	-71,5%	406	298	857	-65,2%

**TABLEAU 2. CRÉDITS PARLEMENTAIRES**

Utilisation des crédits parlementaires	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	Réalisations 2011	Réalisations 2010	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Budget principal des dépenses	51 843	45 326	155 528	135 978
Budget supplémentaire des dépenses	2 278	10 253	2 278	10 339
<b>Crédits reçus</b>	<b>54 121</b>	<b>55 578</b>	<b>157 806</b>	<b>146 316</b>
Crédits reportés	-	( 600)	-	(1 800)
Crédits amortis	390	354	1 386	1 208
<b>Crédits comptabilisés</b>	<b>54 511</b>	<b>55 332</b>	<b>159 192</b>	<b>145 724</b>
<b>Créances au titre de crédits parlementaires</b>	-	-	-	-

Les produits du Centre proviennent de cinq sources : crédits parlementaires, contributions de bailleurs de fonds, recouvrement des coûts d'administration, produits financiers et autres produits.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011-2012, les **crédits parlementaires** se sont élevés à 54,5 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 1,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2010-2011, alors qu'ils étaient de 55,3 millions de dollars. Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011, ils ont augmenté de 9,2 %, pour atteindre 159,2 millions de dollars (145,7 millions à la même date en 2010-2011). Cette augmentation s'explique surtout par la mise en œuvre du Fonds d'innovation pour le développement (FID), mais elle est en partie neutralisée en raison du fait que le montant unique reçu en 2010-2011 pour l'initiative Centres africains de recherche sur l'adaptation (CARA) n'était pas renouvelable.

La majorité des dépenses est couverte par différentes sources de produits, dont des crédits parlementaires. Il ne serait guère pratique d'affecter ces types de dépenses à des sources de produits précises et, par conséquent, le CRDI ne peut rapprocher les crédits parlementaires reçus et à recevoir et les crédits parlementaires utilisés.

Au cours du trimestre, les **contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement** ont augmenté de 14,8 % par rapport au même trimestre de l'exercice 2010-2011 et ont atteint 11,4 millions de dollars comparativement à 9,9 millions. Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011, elles ont diminué de 13,8 %, pour se chiffrer à 25,4 millions de dollars (29,5 millions à la même date en 2010-2011). Les fonds, reçus à l'avance, sont comptabilisés comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges). L'écart entre le budget révisé à ce jour et les réalisations pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011 est surtout attribuable aux dépenses de deux programmes d'envergure qui ont été retardées. L'écart observé dans le **recouvrement des coûts d'administration** est proportionnel à l'écart observé dans les produits comptabilisés au titre des contributions de bailleurs de fonds.

La hausse des **produits financiers** par rapport au cumul prévu à cette date et aux périodes correspondantes de l'exercice 2010-2011 est attribuable avant tout à la somme plus élevée qui pouvait être placée à court terme et à la plus grande disponibilité des produits financiers. Le taux de rendement moyen du compte bancaire et des placements a été de 1,15 %, ce qui se compare avantageusement au taux de rendement moyen des bons du Trésor à 90 jours, qui a été de 0,9 % pour les neuf premiers mois de l'exercice.

## Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

**TABLEAU 3. CHARGES**

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2011-2012	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé	Réalisations 2011	Réalisations 2010		Budget révisé	Réalisations 2011	Réalisations 2010	
<b>Total des charges</b>	<b>239 313</b>	<b>55 221</b>	<b>56 540</b>	<b>51 628</b>	<b>9,5%</b>	<b>154 270</b>	<b>151 140</b>	<b>147 240</b>	<b>2,6%</b>
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>									
Projets de recherche									
Financés par les crédits parlementaires	121 463	28 174	29 228	24 779	18,0%	72 865	77 001	66 447	15,9%
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	39 492	9 136	9 814	8 252	18,9%	24 955	21 093	24 387	-13,5%
	160 955	37 310	39 042	33 031	18,2%	97 820	98 094	90 834	8,0%
Renforcement des capacités									
Financé par les crédits parlementaires	47 763	10 333	10 325	10 916	-5,4%	33 898	31 610	33 244	-4,9%
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	5 522	1 454	1 562	1 655	-5,6%	4 259	4 307	5 063	-14,9%
	53 285	11 787	11 887	12 571	-5,4%	38 157	35 917	38 307	-6,2%
	<b>214 240</b>	<b>49 097</b>	<b>50 929</b>	<b>45 602</b>	<b>11,7%</b>	<b>135 977</b>	<b>134 011</b>	<b>129 141</b>	<b>3,8%</b>
<b>Services généraux et administratifs</b>	<b>25 073</b>	<b>6 124</b>	<b>5 611</b>	<b>6 026</b>	<b>-6,9%</b>	<b>18 293</b>	<b>17 129</b>	<b>18 099</b>	<b>-5,4%</b>

La hausse des charges engagées au titre des projets de recherche qui ont été **financées par les crédits parlementaires** correspond à la hausse des produits, et elle est plus élevée qu'on s'y attendait pour le trimestre et pour le cumul prévu à cette date. L'écart est attribuable principalement à un versement important effectué en décembre 2011 plutôt qu'en mars 2012 comme cela avait été prévu. Les charges réelles engagées au titre des projets de recherche qui ont été **financées par des contributions de bailleurs de fonds** au cours du trimestre sont supérieures à ce qui était visé, car il y a eu rattrapage relativement à certains versements qui étaient en retard, mais le cumul à cette date demeure inférieur à ce qui était prévu au budget en raison de versements retardés relativement à deux programmes d'envergure. Cette tendance devrait se maintenir, et l'on s'attend à ce que, à la fin de l'exercice, les charges financées par des contributions de bailleurs de fonds soient inférieures aux prévisions. Les dépenses au titre des projets couvertes par des contributions de bailleurs de fonds ont été inférieures de 13,5 % à celles engagées pendant la période correspondante de neuf mois de l'exercice 2010-2011. Les projets pour lesquels la baisse d'un exercice à l'autre est la plus élevée relèvent de l'Initiative Think tank.



Pour ce qui est de la **partie relative au renforcement des capacités des charges au titre de la programmation en recherche pour le développement qui ont été financées par les crédits parlementaires**, la baisse observée au 31 décembre 2011 par rapport au 31 décembre 2010 est attribuable, en partie, au ralentissement des dépenses relatives au renforcement des capacités, ainsi qu'à la décision de la direction de restreindre les charges à ce chapitre. Il y a eu diminution de 14,9 % des **contributions des bailleurs de fonds qui ont servi au renforcement des capacités de recherche** au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011 par rapport à la même période de l'exercice 2010-2011, et ce, surtout en raison du moment où les charges ont été engagées et de l'arrivée à échéance de plusieurs accords qui étaient en vigueur en 2010-2011. L'écart peu important observé par rapport aux prévisions budgétaires s'explique par le moment où ces contributions ont été versées.

La baisse au titre des **services généraux et administratifs** au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois qui ont pris fin le 31 décembre 2011 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice 2010-2011 est attribuable à un recours moindre aux services professionnels, à une diminution des déplacements et à l'approche prudente adoptée par la direction à l'égard des autres charges.

## Bilan

**TABLEAU 4. ACTIFS ET PASSIFS**

(en milliers de dollars)	Décembre 2011	Mars 2011 <sup>a</sup>	Écart en %
<b>Actifs totaux</b>	<b>174 313</b>	<b>108 768</b>	<b>60,3%</b>
Courants	159 577	96 834	64,8%
Non courants	14 736	11 934	23,5%
<b>Passifs totaux</b>	<b>79 026</b>	<b>50 741</b>	<b>55,7%</b>
Courants	68 852	38 271	79,9%
Non courants	10 174	12 470	-18,4%

<sup>a</sup> Certains comptes ont été reclassés pour les rendre conformes aux normes IFRS (se reporter au rapport financier du premier trimestre).

Au 31 décembre 2011, les **actifs** totaux avaient augmenté de 60,3 % (de 108,8 millions de dollars à 174,3 millions) par rapport au 31 mars 2011. Cette hausse résulte en grande partie de fonds reçus à l'avance, qui couvrent des engagements. Quant aux **passifs**, ils se sont accrus de 28,3 millions de dollars (ou 55,7 %) par rapport au 31 mars 2011, surtout en raison du passif ayant trait aux produits reportés.

**TABLEAU 5. CAPITAUX PROPRES**

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2011-2012	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé <sup>a</sup>	Réalisations 2011	Réalisations 2010	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>81 692</b>	<b>95 646</b>	<b>95 287</b>	<b>60 916</b>	<b>56,4%</b>
Non affectés	16 837	24 358	29 093	17 034	70,8%
Affectés à l'interne	47 013	53 446	48 352	26 049	85,6%
Réservés	17 842	17 842	17 842	17 833	0,1%

<sup>a</sup> Tient compte de la situation de départ et des prévisions de produits et de charges révisées

La hausse de 70,8 % des **capitaux propres non affectés** réels d'un exercice à l'autre découle principalement d'un solde plus élevé au début de l'exercice et de réductions au titre du cumul des charges à ce jour. Une bonne partie de la somme sera dépensée au cours du quatrième trimestre. La hausse des **capitaux propres affectés à l'interne**, qui sont passés de 26 millions de dollars à 48,4 millions, résulte de la décision de la direction de continuer de mettre de côté les sommes non dépensées destinées au FID et à l'initiative CARA. Les **capitaux propres réservés**, eux, sont stables.

## Flux de trésorerie

**TABLEAU 6. FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Écart en % d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en % d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2011	Réalisations 2010		Réalisations 2011	Réalisations 2010	
Résultats d'exploitation nets	10 915	15 015	-27,3%	37 260	32 091	16,1%
Éléments sans incidence sur la trésorerie	7 374	2 926	152,0%	34 725	12 510	177,6%
<b>Retrécissements de fonds liés aux activités d'exploitation</b>	<b>18 289</b>	<b>17 941</b>	<b>1,9%</b>	<b>71 985</b>	<b>44 601</b>	<b>61,4%</b>
Achats de placements	(62 856)	(39 546)	58,9%	(237 640)	(59 020)	302,6%
Placements arrivés à échéance	57 049	11 032	417,1%	177 511	55 384	220,5%
Autres	(376)	(183)	105,5%	(1 013)	(732)	38,4%
<b>(Sorties) de fonds liés aux activités d'investissement</b>	<b>(6 183)</b>	<b>(28 697)</b>	<b>-78,5%</b>	<b>(61 142)</b>	<b>(4 368)</b>	<b>1299,8%</b>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>12 106</b>	<b>(10 756)</b>	<b>-212,6%</b>	<b>10 843</b>	<b>40 233</b>	<b>-73,0%</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>12 972</b>	<b>74 227</b>	<b>-82,5%</b>	<b>14 235</b>	<b>23 238</b>	<b>-38,7%</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>25 078</b>	<b>63 471</b>	<b>-60,5%</b>	<b>25 078</b>	<b>63 471</b>	<b>-60,5%</b>

Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011, les **résultats d'exploitation nets** indiquent une augmentation des flux de trésorerie de 16,1 %; ils se sont élevés à 37,3 millions de dollars, alors qu'ils étaient de 32,1 millions pour la même période en 2010-2011. Cette hausse

par rapport au dernier exercice provient aussi bien de produits plus élevés au titre des crédits parlementaires reçus pour le FID que de dépenses retardées relativement au FID (voir Charges, à la page 4). La variation des **éléments sans incidence sur la trésorerie** est attribuable principalement aux fluctuations des créances au titre des contributions de bailleurs de fonds et aux produits reportés qui y sont associés.

En ce qui concerne les flux de trésorerie des **activités d'investissement** au 31 décembre 2011, la diminution d'un exercice à l'autre est de 56,8 millions de dollars, ce qui représente une diminution par un facteur de 13. Cela dénote une hausse des achats de placements comparativement à la même période de l'exercice 2010-2011, au cours de laquelle il n'y avait pas eu d'achat de placements, parce qu'il y avait peu de placements à court terme offrant des taux de rendement plus élevés que les taux obtenus pour le compte bancaire du Centre. Le CRDI a été en mesure de tirer parti des possibilités accrues de placement et de l'amélioration des rendements sur le marché comparativement à décembre 2010.

## Évolution de la situation du Centre

Le CRDI a choisi la personne qui succédera à Rohinton Medhora, vice-président, Programmes et partenariats. Ce dernier quittera le Centre au printemps de 2012. C'est Jean Lebel, l'actuel directeur du domaine de programme Agriculture et environnement à la Direction générale des programmes et des partenariats, qui a été choisi à l'issue d'un processus de recrutement mené à l'échelle mondiale. Il commencera à exercer ses nouvelles fonctions durant le premier trimestre de l'exercice 2012-2013.

Le Conseil des gouverneurs et son Comité des finances et de la vérification ont discuté avec la direction du Centre des principes directeurs et des stratégies d'ensemble qui sous-tendent les propositions de réductions de dépenses présentées au Conseil du Trésor dans le cadre de l'Examen stratégique et fonctionnel.

## Gestion du risque

**Risques liés aux pays : la direction du Centre a dû suivre l'évolution de la situation de plus près qu'elle ne le fait habituellement au Caire, à Dakar et à Nairobi en raison de l'agitation qui y règne.**

Les bureaux régionaux constituent une ressource stratégique et un élément clé du modèle de fonctionnement du CRDI. Des élections auront lieu au cours des prochains mois dans les pays qui accueillent trois de ces bureaux régionaux, et la direction prend les devants afin d'assurer la sécurité du personnel du Centre et le déroulement harmonieux des activités.

## Perspectives

Des négociations sont en cours, et il se peut que plusieurs nouveaux accords soient signés durant le prochain trimestre, ce qui viendrait s'ajouter à ce qui était déjà prévu.

Au cours du dernier trimestre de l'exercice, le Parlement examinera la possibilité d'accorder des crédits de 27,5 millions de dollars à des mesures d'adaptation aux changements climatiques.

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes qu'au moment où il a rédigé le *Rapport annuel 2010-2011*.

# États financiers

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière établies par le Conseil des normes comptables internationales. Par conséquent, ce rapport financier intermédiaire a également été préparé conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel visant la période qui a pris fin le 31 décembre 2011 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

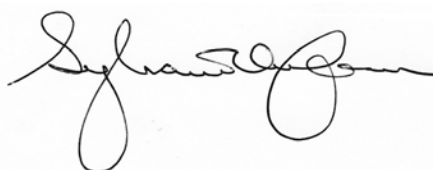
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le président du Centre,

Le vice-président, Ressources,  
et chef de la direction financière,



David M. Malone



Sylvain Dufour

Ottawa, Canada  
Le 16 février 2012

## État de la situation financière

au 31 décembre 2011 (non vérifié)

(en milliers de dollars canadiens)

	<u>Décembre 2011</u>	<u>Mars 2011</u>
<b>Actifs</b>		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 078	14 235
Placements	130 504	73 884
Créances	2 535	7 143
Frais payés d'avance	1 460	1 572
	<u>159 577</u>	<u>96 834</u>
Non courants		
Placements à long terme	3 154	-
Immobilisations corporelles (note 7)	8 570	9 224
Immobilisations incorporelles (note 8)	3 012	2 710
	<u>14 736</u>	<u>11 934</u>
	<b><u>174 313</u></b>	<b><u>108 768</u></b>
<b>Passifs</b>		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	16 461	15 541
Produits reportés	52 391	22 730
	<u>68 852</u>	<u>38 271</u>
Non courants		
Produits reportés	3 043	5 843
Avantages du personnel	7 131	6 627
	<u>10 174</u>	<u>12 470</u>
	<b><u>79 026</u></b>	<b><u>50 741</u></b>
<b>Capitaux propres</b>		
Non affectés	29 093	16 044
Affectés à l'interne	48 352	24 249
Réservés	17 842	17 734
	<u>95 287</u>	<u>58 027</u>
	<b><u>174 313</u></b>	<b><u>108 768</u></b>
Engagements (note 9)		
Éventualités (note 10)		

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.*

## État du résultat global

au 31 décembre 2011 (non vérifié)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
<b>Produits</b>				
Contributions de bailleurs de fonds				
Financement de la programmation en recherche pour le développement	11 376	9 907	25 400	29 450
Recouvrement des coûts d'administration	1 154	1 012	2 631	2 948
Produits financiers	345	150	879	352
Autres produits	69	242	298	857
	<u>12 944</u>	<u>11 311</u>	<u>29 208</u>	<u>33 607</u>
<b>Charges</b>				
Programmation en recherche pour le développement				
<i>Projets de recherche</i>				
Financés par les crédits parlementaires	29 228	24 779	77 001	66 447
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	9 814	8 252	21 093	24 387
<i>Renforcement des capacités</i>				
Financé par les crédits parlementaires	8 184	8 597	24 884	26 192
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	1 562	1 655	4 307	5 063
Éléments complémentaires de la recherche	2 141	2 319	6 726	7 052
	<u>50 929</u>	<u>45 602</u>	<u>134 011</u>	<u>129 141</u>
Services généraux et administratifs				
Services généraux	4 206	4 679	13 049	14 032
Administration des bureaux régionaux	1 405	1 347	4 080	4 067
	<u>5 611</u>	<u>6 026</u>	<u>17 129</u>	<u>18 099</u>
<b>Total des charges</b>	<u><b>56 540</b></u>	<u><b>51 628</b></u>	<u><b>151 140</b></u>	<u><b>147 240</b></u>
Coûts d'exploitation avant crédits parlementaires	(43 596)	(40 317)	(121 932)	(113 633)
Crédits parlementaires	<u>54 511</u>	<u>55 332</u>	<u>159 192</u>	<u>145 724</u>
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<u><b>10 915</b></u>	<u><b>15 015</b></u>	<u><b>37 260</b></u>	<u><b>32 091</b></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

## État des variations des capitaux propres

au 31 décembre 2011 (non vérifié)  
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
<b>Capitaux propres non affectés</b>				
Au début de la période	22 488	12 903	16 044	9 804
Résultats d'exploitation nets	10 915	15 014	37 260	32 091
Virements aux capitaux propres affectés et réservés	<u>(4 310)</u>	<u>(10 884)</u>	<u>(24 211)</u>	<u>(24 861)</u>
Solde à la fin de la période	<u>29 093</u>	<u>17 033</u>	<u>29 093</u>	<u>17 034</u>
<b>Capitaux propres affectés à l'interne</b>				
Au début de la période	44 150	15 196	24 249	5 225
Sommes dépensées	(6 373)	(1 646)	(8 972)	(1 676)
Ajouts	<u>10 575</u>	<u>12 500</u>	<u>33 075</u>	<u>22 500</u>
Solde à la fin de la période	<u>48 352</u>	<u>26 050</u>	<u>48 352</u>	<u>26 049</u>
<b>Capitaux propres réservés</b>				
Au début de la période	17 734	17 802	17 734	13 796
Augmentation de la réserve constituée à des fins de planification financière	<u>108</u>	<u>31</u>	<u>108</u>	<u>4 037</u>
Solde à la fin de la période	<u>17 842</u>	<u>17 833</u>	<u>17 842</u>	<u>17 833</u>
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<u><b>95 287</b></u>	<u><b>60 916</b></u>	<u><b>95 287</b></u>	<u><b>60 916</b></u>

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.*



## État des flux de trésorerie

au 31 décembre 2011 (non vérifié)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
<b>Activités d'exploitation</b>				
Résultats d'exploitation nets	10 915	15 015	37 260	32 091
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles	354	391	1 078	1 252
Amortissement des immobilisations incorporelles	121	94	316	287
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	251	108	356	874
(Gain) sur la cession d'immobilisations corporelles	(2)	(14)	(29)	(24)
Avantages du personnel	46	88	504	281
Produits reportés – tranche à long terme	(732)	(54)	(2 801)	(3 921)
	38	613	(576)	(1 251)
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie				
Créances	46	6 406	4 609	6 498
Frais payés d'avance	125	450	111	184
Créditeurs et charges à payer	5 374	(5 237)	920	(6 360)
Produits reportés – tranche à court terme	1 791	694	29 661	13 439
	7 336	2 313	35 301	13 761
<b>Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>18 289</b>	<b>17 941</b>	<b>71 985</b>	<b>44 601</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Achats de placements	(62 856)	(39 546)	(237 640)	(59 020)
Placements arrivés à échéance	57 049	11 032	177 511	55 384
Acquisition d'immobilisations corporelles	(128)	(27)	(438)	(144)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(255)	(173)	(618)	(626)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	7	17	43	38
<b>(Sorties) de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>(6 183)</b>	<b>(28 697)</b>	<b>(61 142)</b>	<b>(4 368)</b>
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>12 106</b>	<b>(10 756)</b>	<b>10 843</b>	<b>40 233</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>12 972</b>	<b>74 227</b>	<b>14 235</b>	<b>23 238</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>25 078</b>	<b>63 471</b>	<b>25 078</b>	<b>63 471</b>
Composés de				
Trésorerie	25 078	35 605	25 078	35 605
Équivalents de trésorerie	-	27 866	-	27 866
	<b>25 078</b>	<b>63 471</b>	<b>25 078</b>	<b>63 471</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# Notes afférentes aux états financiers

(non vérifiés) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2011  
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

## 1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le siège du Centre est situé au 150, rue Kent, à Ottawa, au Canada.

## 2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 131 à 148 de la section III.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

## 3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus près, sauf indication contraire.

### Déclaration de conformité

Ces états financiers, qui visent la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, Information financière intermédiaire, et à toutes les autres normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).

Les états financiers intermédiaires condensés ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers du Centre préparés pour le premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2011.

## 4. Sommaire des principales conventions comptables

Les conventions comptables adoptées pour la préparation des présents états financiers intermédiaires condensés sont conformes à celles qui ont été suivies pour la préparation des premiers états financiers intermédiaires du Centre, pour le trimestre qui a pris fin le 30 juin 2011.

## Notes afférentes aux états financiers

(non vérifiés) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2011  
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

### 5. Récentes prises de position du CNCI

Le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a plusieurs activités en cours; certaines auront une incidence sur les normes auxquelles le Centre doit se conformer, et ce dernier suit donc de près leur évolution. Des révisions et des ajouts aux normes mentionnées ci-dessous pourraient se répercuter sur les états financiers du Centre :

- IAS 1 – Présentation des états financiers
- IAS 17 – Contrats de location
- IAS 19 – Avantages du personnel
- IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

### 6. Caractère saisonnier des activités

Le Centre subventionne des projets de recherche dans les pays en développement. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Les crédits parlementaires sont comptabilisés quand ils sont reçus, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand les fonds sont dépensés aux fins prévues. Les dépenses afférentes aux projets de recherche sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

### 7. Immobilisations corporelles

Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011, le Centre a acquis des immobilisations corporelles dont le coût s'est élevé à 438 \$ (144 \$ au 31 décembre 2010).

Le Centre a cédé des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 14 \$ au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011 (14 \$ au 31 décembre 2010), ce qui s'est traduit par un gain net de 29 \$ (24 \$ au 31 décembre 2010).

L'amortissement total constaté durant la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011 s'élevait à 1 078 \$ (1 252 \$ au 31 décembre 2010).

### 8. Immobilisations incorporelles

Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011, le Centre a acquis des immobilisations incorporelles dont le coût s'est élevé à 618 \$ (626 \$ au 31 décembre 2010).

Le Centre n'a cédé aucune immobilisation incorporelle au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011 (nil au 31 décembre 2010).

L'amortissement total constaté durant la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2011 s'élevait à 316 \$ (287 \$ au 31 décembre 2010).

# Notes afférentes aux états financiers

(non vérifiés) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2011  
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

## 9. Engagements

### a. Engagements au titre des programmes

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 453,2 millions de dollars (471,9 millions au 31 mars 2011) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 355 millions de dollars (366,7 millions au 31 mars 2011) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 98,3 millions de dollars (105,2 millions au 31 mars 2011) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

### b. Contrats de location simple

Le Centre est tenu de respecter divers engagements contractuels visant la location de locaux pour des bureaux au Canada et à l'étranger, ainsi que le logement de son personnel dans différents pays. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 31 décembre 2011, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements contractuels sont les suivants.

	Au 31 décembre 2011
D'ici un an	1 566
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	40 582
Dans plus de cinq ans	46 178
Total des paiements à effectuer	88 326

## 10. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. Les procès sont en général caractérisés par l'incertitude, et leur dénouement est impossible à prévoir. En se fondant sur des avis juridiques, la direction estime, pour l'instant, qu'aucun passif ne peut en résulter.

## Coordonnées

### **Siège du CRDI**

#### ADRESSE POSTALE

CP 8500

Ottawa (Ontario) Canada

K1G 3H9

#### ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent

Ottawa (Ontario) Canada

K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163

Télécopieur : 1 613 238 7230

Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page Nous joindre du site Web, à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

Ce document est offert sur support papier et est consultable en ligne à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

[crdi.ca](http://www.crdi.ca)